



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} février 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentation de candidatures,
confirmations et nominations**

Élection de huit membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones parmi les candidats présentés par les gouvernements

Note du Secrétaire général

1. La candidature des personnes dont les noms suivent a été proposée par le gouvernement de leur pays aux fins de leur élection à l'Instance permanente sur les questions autonomes* :

Seyed Mohsen Emadi (République islamique d'Iran)
Oliver Loode** (Estonie)
Aisa Mukabenova (Fédération de Russie)
Gervais Nzoa** (Cameroun)
Jesús Guadalupe Fuentes Blanco (Mexique)
Tarcila Rivera Zea (Pérou)
Gabriel Muyuy Jacanamejoy (Colombie)
Jens Dahl (Danemark)
Brian Keane (États-Unis d'Amérique)

2. On trouvera ci-après la notice biographique des candidats (voir annexe).

* Le mandat et le mode d'élection des membres de l'Instance permanente sont décrits dans le document [E/2016/9/Add.5](#).

** Brigue un second mandat.



Annexe

Notices biographiques des candidats aux élections à l'Instance permanente sur les questions autochtones*

États d'Afrique

Gervais Nzoa (Cameroun)

Profession

Cadre technique en développement – Formateur

Formation

- 1997-2001 Institut panafricain pour le développement (Afrique centrale)
Diplômes obtenus :
- Diplôme de cadre technique en développement
 - Diplôme de niveau maîtrise (DESS) en gestion de la planification de projet
 - Certificat en développement local et gestion des ressources naturelles
 - Certificat en gestion de la planification, suivi et évaluation de projet
 - Certificat en études économiques et sociales
 - Certificat en formation de formateurs
- 1985-1990 Université de Yaoundé
Diplôme obtenu : Maîtrise en droit

Principales qualifications

- Expert en études économiques et sociales
- Expert en formation de formateurs
- Expert en gestion, suivi et évaluation de projet
- Expert en développement local et gestion des ressources naturelles

Expérience professionnelle

- 2014-2016 Membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies

-
- | | |
|-----------|---|
| 2010 | Chargé de programme, projet-pilote d'appui au développement local durable dans la zone frontalière de l'est du Cameroun, Programme des Nations Unies pour le développement, Yaoundé |
| 2004 | Coordonnateur, Centre d'accompagnement des alternatives locales de développement, Yaoundé |
| 2002 | Consultant en sciences sociales, ONU-Habitat, Abong-Mbang, Mbalmayo |
| 2001-2002 | Chef d'antenne régionale, Centre de recherche et d'action pour le développement durable en Afrique centrale (CERAD), Bertoua-Dimako (région Est) et Kribi (région Sud) |
| 2001-2002 | Facilitateur, zone 3.2, Projet Tchad-Cameroun d'oléoduc (COTCO), Nanga-Eboko, Minta, Nsem, Bibey |
| 1994-1999 | Responsable animation rurale et structuration paysanne en milieu rural, Centre pour le développement auto-centré (CeDAC), Sangmélina-Ebolowa (région Sud) |

Connaissances linguistiques

bikélé/badjoué, nzimé/baka, boulou/éton, français, anglais

États d'Asie et du Pacifique

Seyed Mohsen Emadi (République islamique d')

Éducation

- Bachelor of Art en sciences politiques, 1982-1987, Téhéran
- Master of Art en sciences politiques, 1987-1989, Téhéran

Fonction actuelle

Directeur du Bureau des droits de l'homme au Ministère iranien des affaires étrangères (depuis 2011)

Expérience professionnelle à l'Organisation des Nations Unies

- Conseiller à la Mission permanente de l'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, 2007-2010, Troisième Commission (affaires culturelles et sociales)
- Membre de la délégation iranienne au Conseil des droits de l'homme depuis 2010
- Membre de la délégation iranienne à l'Assemblée générale (soixante et unième à soixante-neuvième session)
- A représenté son gouvernement à la Commission du développement social (quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions)
- A représenté son gouvernement (cinquante-deuxième, cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions)
- Membre du Comité des organisations non gouvernementales des Nations Unies, 2004-2006
- A participé aux septième, huitième et neuvième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones
- Président du groupe qui a rédigé le projet de résolution de l'Assemblée générale sur les droits de l'homme et la diversité culturelle
- Membre du comité qui a rédigé la Déclaration et le Plan d'action de Durban pour le Groupe de l'Asie (2000-2001)
- Président du comité de rédaction à la réunion en Asie sur la lutte contre le racisme, Téhéran (2000)
- Deuxième secrétaire à la Mission permanente de l'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève, 2000-2004
- Commission des droits de l'homme (cinquante-huitième, cinquante-neuvième, soixantième et soixante et unième sessions)
- Membre du Groupe de travail qui a rédigé le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

- Membre du groupe de travail qui a rédigé la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
- Membre du Bureau de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban, 2001
- Expérience professionnelle à l'Organisation de la coopération islamique, Mouvement des pays non alignés, Groupe des 77 et de la Chine et Union interparlementaire
- Directeur adjoint au Département des droits de l'homme et de la diversité culturelle, 2010-2011
- Directeur adjoint au Département des droits de l'homme, 2004-2007

Autres activités sur le plan éducatif

Professeur à l'Université Azad de Téhéran 199

Publications

- Théories politiques, un manuel destiné aux élèves de l'université Azad de Téhéran, 1990
- Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, 1997

États d'Europe orientale

Olivier Loode (Estonie)

Expérience professionnelle

- 2005 à ce jour Administrateur de Consumetric à Tallin
Gestion du développement touristique et conseils en marketing de destination, principalement pour les pays baltes et la Fédération de Russie
- 2010-2012 Organisateur d'Hortus Litterarum Foundation à Tallin
Création et organisation du festival littéraire « Dovlatov Days in Tallin », événement phare de « Tallin, capitale européenne de la culture, 2011 ». A également organisé la deuxième édition de ce festival en 2012
- 2003-2004 Représentant de la Chambre de commerce estonienne en Allemagne.
Établissement de contacts commerciaux entre des entreprises estoniennes et allemandes et promotion de l'économie estonienne
- 2001-2003 Administrateur de Consumetric à Tallin
Exécution de projets novateurs d'études de marché et de consommation pour des clients des secteurs des finances et des biens de consommation dans les pays baltes
- 1997-2001 Partenaire et ensuite Partenaire exécutif chez Vertex Partners/Braun Consulting à Boston (États-Unis d'Amérique)
- 1997 Analyste chez Corestates Bank à Philadelphie en Pennsylvanie (États-Unis)

Éducation et formation

- 2012 à ce jour Maîtrise en relations internationales de l'Université technologique de Tallin
- 1993-1997 Licence en économie avec mention « magna cum laude » de la Wharton School à l'Université de Pennsylvanie

Connaissances linguistiques

Estonien, anglais, russe, allemand, finnois

Activisme social

Membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies pour la période 2014 à 2016

Membre du Conseil d'administration de l'ONG U-Turn (MTÜ U-Pööre), organisation civile indépendante se consacrant à la préservation et au développement du patrimoine culturel des peuples finno-ougriens

Principales activités (2012-2012) :

- Principal organisateur de la première Conférence internationale de valorisation de la culture finno-ougrienne (octobre 2011, Tallin)
- Participant à la onzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (mai 2012, New York)
- Créateur et coordonnateur du programme des capitales finno-ougriennes de la culture (en collaboration avec l'Association de la jeunesse finno-ougrienne MAFUN)
- Représentant de l'Estonie au sixième Congrès mondial des peuples finno-ougriens (septembre 2012, Hongrie)
- Organisateur d'un séminaire sur la diplomatie civique finno-ougrienne sur le thème « Le mouvement finno-ougrien, facteur de coopération entre la Russie et l'Union européenne » (septembre 2012, Tallin)
- Partenaire et coorganisateur de la Journée finno-ougrienne du design (en octobre 2012 à Helsinki)
- Auteur de nombreux articles et participant à beaucoup d'entrevues sur les peuples et le mouvement finno-ougriens dans les médias estoniens et russes

Aisa Mukabenova (Fédération de Russie)

Formation

- 1985 Université d'État de Kalmoukie
 Faculté : Philologie
 Spécialité : Histoire
- 1996 Institut d'État des relations internationales de Moscou
 (droit international)

Expérience professionnelle

- 1985-1989 Professeure d'histoire et de sciences sociales
- 1989-1994 Chercheuse (sciences sociales et politiques), Institut des sciences sociales, Académie des sciences de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Institut de recherche en sciences sociales et politiques, Académie des sciences de Russie
- 1994-2002 Experte principale, Chef adjointe de division, Chef de division, Chef adjointe de département, Ministère russe des affaires de la Fédération et des nationalités (élaboration des lois dans la sphère des relations interethniques; analyses portant sur les questions relatives aux minorités et aux peuples autochtones; prévention et élimination du racisme, de la xénophobie et de la discrimination; coopération avec les organisations non gouvernementales ethnoculturelles; participation à l'organisation et la mise en œuvre de projets axés sur la protection du patrimoine culturel et l'éducation des minorités et des peuples autochtones)
- Depuis 2002 Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Première Secrétaire au Département des affaires citoyennes et des droits de l'homme; Première Secrétaire, Conseillère et Conseillère supérieure au Département de la coopération humanitaire et des droits de l'homme

Participation aux instances internationales

A participé aux réunions d'instances internationales dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe pour les questions relatives aux minorités et aux peuples autochtones, notamment à des mécanismes d'experts des entités mentionnées ci-dessus, à des sessions de l'Assemblée générale, de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du Conseil des droits de l'homme et du Forum sur les questions relatives aux minorités et à des réunions de l'OSCE sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine.

Connaissances linguistiques

Russe, anglais

États d'Amérique latine et des Caraïbes

Jesús Guadalupe Fuentes Blanco (Mexique)

[Original : espagnol]

J'ai suivi le cours de maîtrise de comptabilité de la faculté de comptabilité et d'administration de l'Université nationale autonome du Mexique.

J'ai suivi en auditeur libre le cours de maîtrise en droit de la faculté de droit de l'Université nationale autonome du Mexique.

Actuellement, je travaille comme consultant indépendant dans les principaux domaines du droit civil dans lesquels s'applique le droit autochtone (droit familial, droit commercial et droit des successions).

Depuis 1986, je mène des initiatives sociales de gestion et d'appui aux groupes autochtones établis à Mexico, car nous avons constaté qu'ils ont besoin d'aide pour affronter un environnement différent de celui de leur lieu d'origine, notamment sur les plans de la culture, de la vision du monde, de la situation géographique, du climat et des coutumes, mais surtout en raison de la discrimination et de la marginalisation dont ces groupes autochtones migrants sont systématiquement et constamment victimes dans la société où ils s'installent.

Depuis 1989, j'ai participé à la création de différents groupes de travail et associations civiles autochtones qui mènent une action en faveur de la reconnaissance de nos peuples et de leurs droits, d'un accès total à la justice et d'une reconnaissance de notre identité comme étant celle de personnes aux caractéristiques particulières, qu'elles soient physiques, culturelles ou philosophiques ou qu'elles concernent notre vision du monde.

En 1992, nous avons créé le Groupe de travail « Él es Dios » pour consolider les activités que nous menons depuis 1986. Nous avons alors mis en place un groupe de jeunes au sein duquel ces activités n'étaient pas coordonnées. Ce nouveau groupe officialise et renforce la mission et la vision que sous-tendent ces activités depuis nos débuts, et leur donne une identité. Aujourd'hui, nous travaillons avec le Gouvernement du District fédéral dans différents domaines, notamment la justice sociale, l'appui au commerce et à la production et la santé.

Le Groupe est toujours actif et j'ai eu l'honneur et la responsabilité de le présider de 1992 à 1995, puis de 2005 à 2008. Il est reconnu par les instances suivantes du Gouvernement du District fédéral : le Secrétariat du développement rural et de l'équité pour les communautés, le Secrétariat de la santé et le Secrétariat de l'éducation, ainsi que par les délégations politiques d'Iztapalapa et de Gustavo A. Madero.

En 2008, j'ai été Conseiller au Conseil des peuples et des quartiers du District fédéral créé par le Gouvernement du District. J'ai démissionné en 2009, les valeurs du Conseil ne correspondant pas à mes idéaux et à mon combat en faveur des autochtones.

En 2011, j'ai présenté ma candidature au poste de Conseiller de la Zone métropolitaine du District fédéral pour le village de Mixteco au Conseil consultatif de la Commission nationale pour le développement des peuples autochtones (CDI).

J'ai été élu et je suis devenu Conseiller national en mai 2011. J'ai intégré le Groupe de travail sur la surveillance des droits et de l'autonomie, dont les membres m'ont proposé de coordonner leurs travaux.

En mai 2012, on m'a proposé la Présidence du Conseil consultatif à l'issue d'élections au sein de nos comités internes. Mon premier mandat est allé de mai 2012 à décembre 2014.

En tant que Président du Conseil consultatif de la CDI, j'ai eu le grand honneur de collaborer à la réalisation de divers projets, notamment dans le domaine des droits politiques électoraux, avec la Cour électorale du pouvoir judiciaire de la Fédération et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et dans le domaine de la gouvernance environnementale, avec le Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles et le PNUD également.

Par la suite, nous avons recensé avec les membres du Conseil consultatif de la CDI les priorités à inscrire à notre programme de travail et avons créé un programme national qui nous a permis d'obtenir les résultats suivants :

- Nous avons créé un Protocole de consultation qui s'applique lorsque la loi fait défaut.
- Nous avons contribué à l'intégration du Programme autochtone au Plan national de développement pour 2013-2018.
- Nous avons participé au choix de thèmes du Programme spécial pour les peuples autochtones pour 2013-2018.
- Nous avons défini les priorités sur les plans national et international.
- Nous avons assuré la participation du Président de la République aux manifestations que nous avons organisées à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones, en 2014, à San Juan Chamula, dans l'État du Chiapas et, en 2015, au Centre de cérémonies Otomí de Temoaya (État de Mexico).
- En 2013, 2014 et 2015, nous avons permis à différents conseillers autochtones de participer aux sessions de l'Instance permanente pour les questions autochtones des Nations Unies à New York en tant que membres de la délégation mexicaine. Au cours d'une manifestation parallèle, nous avons pu présenter le modèle de travail du Conseil consultatif de la CDI à la communauté autochtone internationale.
- En 2013 et 2014, nous avons assuré la participation de différents conseillers autochtones aux sessions du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones de l'ONU, à Genève (Suisse).
- Nous avons créé le groupe de travail chargé des thèmes internationaux.

En 2015, je me suis de nouveau présenté au poste de Conseiller de Mixteco pour la Zone métropolitaine du District fédéral pour devenir membre du Conseil consultatif de la CDI. J'ai de nouveau été élu et j'ai entamé mon cinquième mandat à ce poste en mars 2015.

Je rappelle aussi que j'ai été élu Président de ce même Conseil consultatif pour la période 2015-2018.

Tarcila Rivera Zea (Pérou)

[Original : espagnol]

Tarcila Rivera Zea est l'une des militantes autochtones les plus reconnues au Pérou et dans le monde.

Entre autres accomplissements, M^{me} Rivera Zea a notamment créé le Réseau des femmes autochtones d'Amérique et le réseau de l'Instance internationale des femmes autochtones, deux réseaux qui ont encouragé l'esprit d'initiative et la participation politique de millions de femmes autochtones partout dans le monde.

En 2011, M^{me} Rivera Zea a reçu un prix décerné par la Fondation Ford aux visionnaires pour son énergie, sa vision extraordinaire et sa courageuse action en faveur des droits des femmes autochtones. L'année suivante, Michelle Bachelet l'a nommée membre du Groupe consultatif mondial de la société civile de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

Tarcila Rivera Zea est la fondatrice et la présidente du Centre des cultures autochtones du Pérou (CHIRAPAQ), association qui promeut l'affirmation de l'identité des peuples autochtones et la reconnaissance de leurs droits depuis plus de 25 ans, afin de bâtir une société plus juste, démocratique et interculturelle.

Depuis les années 90, CHIRAPAQ encourage la formation de meneuses autochtones, et beaucoup d'entre elles exercent des fonctions publiques dans leur communauté, organisations et administrations régionales et participent aujourd'hui activement au mouvement autochtone national et international.

Native du village de San Francisco de Pujas, dans l'Ayacucho, Tarcila Rivera Zea est arrivée à Lima à l'âge de 10 ans, alors qu'elle ne parlait pas l'espagnol. Elle y a travaillé comme employée de maison et a terminé ses études secondaires à 21 ans.

En 1972, M^{me} Rivera Zea a commencé à travailler à l'Institut national de la culture comme secrétaire pendant le mandat de Martha Hildebrandt. Elle a ensuite bénéficié d'une série de bourses de l'Organisation des États américains qui lui ont permis de se spécialiser en archives et en bibliologie en poursuivant ses études en Argentine et au Vatican.

Dans les années 80, Tarcila Rivera Zea est entrée comme journaliste au Conseil indien sud-américain, où elle a contribué à la rédaction de la revue « Pueblo Indio ». Elle a recueilli des témoignages de femmes autochtones violées durant leur emprisonnement au cours de la période de violence politique. Une fondation néerlandaise a salué son travail et l'a invitée à suivre une formation spécialisée dans le domaine des droits de l'homme à l'Institut d'études sociales de La Haye.

À partir de 1987, M^{me} Rivera Zea a participé aux activités du Groupe de travail sur les populations autochtones dans le cadre de la mise en place de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies et de l'élaboration de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Tarcila Rivera Zea a par ailleurs participé à la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), à la Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995) et à l'élaboration de la Déclaration et du Programme d'action de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et toute forme d'intolérance (Durban, 2001), notamment en ce qui concerne les politiques relatives à l'éducation interculturelle, l'autonomisation et la visibilité des femmes autochtones.

Madame Rivera Zea est membre du Groupe Initiative autochtone pour la paix dirigé par Rigoberta Menchú (prix Nobel de la paix) et de la Commission de la commercialisation et de la propriété intellectuelle autochtone du Réseau des femmes autochtones d'Amérique. Jusqu'en décembre 2015, elle a été coordonnatrice générale de la Commission de surveillance du Pacte du Pedregal et membre du Conseil exécutif de l'Association pour les droits de la femme et le développement. Au Pérou, elle est membre du Comité consultatif du Groupe des députées péruviennes.

En 2013, Tarcila Rivera Zea a été récompensée par le Comité des femmes du Congrès de la République pour ses efforts constants et son dévouement en faveur de la communauté.

En 2014, la contribution de M^{me} Rivera Zea à la défense des cultures autochtones lui a valu la reconnaissance du Ministère péruvien de la culture et son combat visant à faire respecter les droits des enfants autochtones lui a valu celle du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Gabriel Muyuy Jacanemejoy (Colombie)

[Original : espagnol]

Autochtone du peuple inga de Colombie. Jouit d'une vaste expérience dans le domaine du développement humain et éducatif ; expert en droit et en législation autochtones, spécialiste des droits de l'homme et des questions ethniques, expert en droit environnemental; spécialiste du droit à la consultation et au consentement préalable, libre et éclairé et des plans de vie intégrés ; conseiller, consultant et conférencier de niveau national et international sur des thèmes sociaux, culturels, politiques, économiques et environnementaux. Auteur de plusieurs publications dans ses différents domaines de spécialité.

Grand esprit d'initiative sur les plans communautaire, social, politique et culturel et sur le plan technique s'agissant des activités professionnelles dans les domaines public et privé.

Vaste connaissance pratique des différentes instances des Nations Unies, de la réalité des peuples autochtones et de leurs droits.

Consultant auprès d'organismes internationaux (Programme des Nations Unies pour le développement, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Commission économique pour l'Amérique latine, Institut international de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Norwegian Refugee Council en Colombie, Communauté andine, Société andine de développement, Banque interaméricaine de développement, Institut interaméricain des affaires indigènes de l'Organisation des États américains, Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes, Institut interaméricain des droits de l'homme, Agence allemande de coopération internationale, Fondation Konrad Adenauer).

Consultant en droit et législation autochtones pour des entreprises privées (BHP Billiton, Cerramatoso SA, Gran Tierra Energy et ACDI/VOCA.

Formation professionnelle

Licence de philosophie, Université Mariana, Pasto (Nariño), Colombie, 1988.

Études d'anthropologie, Université Pontificia Bolivariana, Medellín, Colombie. 1983-1987.

Maîtrise en gouvernance et politiques publiques, Université Externado de Colombia, Bogotá, 2007-2008.

Autres formations

Cours sur la philosophie de l'éducation latino-américaine suivi à Mexico en novembre et décembre 1987.

Cours sur la réalité sociale, culturelle, économique et politique de l'Amérique latine suivi à Río de Janeiro (Brésil) de juillet à décembre 1989.

Connaissances linguistiques

Quechua (langue maternelle) et espagnol : parlés, lus et écrits parfaitement.

Anglais et français : compréhension écrite et orale.

Expérience professionnelle

Depuis octobre 2015 : consultant (« expert en mission ») pour l'Office du Haut-Commissaire aux droits de l'homme en Colombie.

De septembre 2014 à septembre 2015 : consultant et conseiller pour différents mécanismes de collectivités et d'entreprises colombiennes.

De février 2011 à août 2014 : conseiller présidentiel et directeur du Programme présidentiel pour les autochtones de la Présidence de la République de Colombie.

De janvier à décembre 2010 : consultant et conseiller pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Colombie, l'Institut interaméricain des droits de l'homme et l'entreprise BHP Billiton.

D'avril à décembre 2009 : coordonnateur du programme de formation et de renforcement des capacités du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes à La Paz (Bolivie).

De novembre 2008 à mars 2009 : consultant et conseiller du PNUD et du Norwegian Refugee Council en Colombie.

D'avril 2001 à octobre 2008 : défenseur du peuple et représentant des autochtones et des minorités ethniques pour la Defensaria del pueblo de Colombie (office chargé de promouvoir et de protéger les droits de la population).

De juin 2000 à mars 2001 : conseiller de l'École supérieure d'administration publique (ESAP), dans le cadre de l'accord entre l'École et l'Union européenne, Colombie.

De janvier à novembre 1999 : consultant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance en Colombie et professeur chargé du séminaire universitaire « Droit et législation autochtones » destiné aux étudiants en droit de l'Université Militar Nueva Granada à Bogotá.

De juillet 1994 à juillet 1998 : Sénateur de la République pour le Mouvement autochtone colombien (MIC).

De décembre 1991 à juillet 1994 : Sénateur de la République pour l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC).

États d'Europe occidentale et autres États

Jens Dahl (Danemark)

Formation

Magister de sciences (équivalent du doctorat) en anthropologie, février 1974

Principales qualifications

- Connaissance approfondie des peuples autochtones du monde entier
- Connaissance approfondie des questions concernant les peuples autochtones de l'Arctique, notamment celles qui ont trait à l'autonomie, aux indicateurs sociaux, aux droits fonciers et à l'environnement
- Nombreuses années d'expérience auprès des peuples autochtones du monde entier et de travaux pratiques et scientifiques sur les questions autochtones
- Nombreuses années d'expérience en matière de projets élaborés par des peuples autochtones
- Connaissance approfondie des questions relatives aux peuples autochtones et aux droits de l'homme

Expérience professionnelle

Depuis 2007	Professeur associé, Département des études interculturelles et régionales, Université de Copenhague
1998-2006	Directeur, Groupe de travail international pour les affaires autochtones, Copenhague
1994-1998	Professeur associé, Département d'esquimologie, Université de Copenhague
1989-1994	Directeur exécutif, Groupe de travail international pour les affaires autochtones, Copenhague
1977-1989	Professeur associé, Département d'esquimologie, Université de Copenhague
1976-1977	Maître de conférences, Département d'esquimologie, Université de Copenhague
1975-1976	Chercheur, Ministère du Groenland
1974-1975	Moniteur, Département d'anthropologie, Université d'Aarhus et Université de Copenhague

Expérience de terrain

Recherches à long terme au Groenland et dans d'autres pays et communautés de l'Arctique depuis 1980

Séjours de courte ou plus longue durée au sein de collectivités autochtones en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans le Pacifique, en Fédération de Russie et dans l'Arctique

Depuis 1989, participation régulière aux réunions de l'Organisation des Nations Unies consacrées aux questions autochtones

Principales publications

- 2012 *The Indigenous Space and Marginalized Peoples in the United Nations*. New York, Palgrave, décembre 2012
- 2009 *IWGIA – a history*. Copenhague, Groupe de travail international pour les affaires autochtones
- 2000 *Saqqaq – An Inuit Hunting Community in the Modern World*. Toronto, University of Toronto Press
- 1992 *Indfødte Folk*. Copenhague, Groupe de travail international pour les affaires autochtones (traduit et publié dans de nombreuses langues autochtones)
- 1986 *Arktisk Selvstyre*. Copenhague, Akademisk Forlag

Brian Keane (États-Unis d'Amérique)

Profil

A travaillé pendant plus de 25 ans avec les peuples autochtones aux niveaux local, national et international. A largement participé à des processus décisionnels dans le domaine des changements climatiques, des droits de l'homme, du développement et de l'environnement et a établi des relations de travail avec les peuples et les organisations autochtones en Afrique, en Amérique, en Asie et dans le Pacifique; dispose d'une vaste expérience dans le domaine de la promotion du dialogue entre les peuples autochtones et les gouvernements, la société civile et les institutions internationales de développement.

Expérience

Conseiller pour les questions relatives aux peuples autochtones de 2013 à ce jour

Est chargé des responsabilités suivantes : 1) suivre et coordonner les programmes, projets et activités du Gouvernement des États-Unis en vue de protéger les droits et de satisfaire aux besoins des peuples autochtones dans le monde; ii) conseiller le Directeur de l'United States Foreign Assistance et l'Administrateur de l'Agence des États-Unis pour le développement international pour ce qui touche aux droits et aux intérêts des peuples autochtones dans le monde; et représenter le Gouvernement des États-Unis sur ces questions au cours de réunions avec des représentants d'institutions financières internationales; iii) élaborer et coordonner des stratégies assorties d'objectifs, de directives et de critères précis, ainsi que des études d'impact.

Directeur exécutif, Land is Life, 1992-2013

Land is Life est une coalition de peuples autochtones et d'organisations qui les représentent dans le monde, qui a été fondée en mai 1992 à la Conférence mondiale des peuples autochtones historique consacrée aux territoires, à l'environnement et au développement. Parmi ses responsabilités : collecter des fonds, gérer le personnel sur trois continents; coordonner la participation des peuples autochtones à des réunions internationales; faciliter la collaboration entre le réseau international des peuples autochtones et des organisations qui les représentent au sein de Land is Life; organiser des ateliers de renforcement des capacités; fournir un soutien stratégique à des peuples autochtones dans 17 pays.

Exemples des principales réalisations

- Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, de 2002 à ce jour :

A coordonné la participation de plus de 200 chefs autochtones à des réunions de l'Instance, depuis sa fondation. A élaboré des programmes de renforcement des capacités en matière de droits de l'homme à l'intention des peuples autochtones, qui sont organisés chaque année à l'Instance;

- Conférence mondiale des peuples autochtones dite Kari-Oca II à Rio de Janeiro (Brésil), 14-22 juin 2012

A coorganisé la conférence dite Kari-Oca II, qui a rassemblé près de 500 autochtones du monde entier, en prévision de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable;

A créé un programme à l'intention des femmes autochtones pour Land is Life, qui dispense un appui financier et technique et d'autres formes d'aide aux organisations de femmes autochtones dans le monde

A créé le programme de petites subventions de Land is Life, qui a fourni environ 1 million de dollars à des peuples autochtones en vue de projets, de réunions et de frais de voyage

- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 2009-2013

A coordonné la participation des peuples autochtones aux Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et a organisé les conférences préparatoires des peuples autochtones en prévision des Conférences

- *Seeking Balance – Indigenous Knowledge, Western Science and Climate Change 2011*. A accueilli un séminaire international au National Museum of the American Indian à Washington le 4 octobre, qui a réuni des autochtones, des scientifiques, des représentants de programmes des Nations Unies et d'organes publics des États-Unis pour explorer les changements climatiques en profondeur, à partir de perspectives diverses

Indigenous Peoples Voices on Climate Change, juillet 2011-janvier 2012.

A organisé une exposition multimédia au Smithsonian National Museum of the American Indian à Washington, qui a accueilli près d'un million de visiteurs.

- A organisé la Conférence internationale sur les droits des peuples autochtones et sur des solutions de rechange à la crise climatique qui s'est déroulée à Baguio City (Philippines) en novembre 2010

Conversations with the Earth (www.conversationsearth.org) 2008 à ce jour

A cofondé un projet de collaboration internationale qui vise à faire entendre davantage la voix des peuples autochtones sur le plan des changements climatiques grâce à des vidéos participatives et à des récits photographiques, qui ont été exposés dans le monde entier : en association avec les conférences des Nations Unies sur les changements climatiques; à des réunions internationales des peuples autochtones; à des festivals de films; à l'ONU; et au Musée national du Danemark

- A coordonné la participation des dirigeants autochtones papouans à une audition qui a eu lieu le 22 septembre 2010 à la sous-commission de l'Asie, du Pacifique et de l'environnement mondial de la commission des affaires étrangères de la Chambre, au sujet de crimes contre l'humanité et le fait de savoir si l'armée indonésienne devra rendre compte d'actes de violence délibérés et systématiques commis en Papouasie occidentale
- Statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social pour représenter le réseau international de peuples et d'organisations autochtones de Land is Life aux réunions et conférences des Nations Unies. Fournit de précieuses informations aux commissions, organismes et rapporteurs spéciaux

des Nations Unies, sur des questions se rapportant aux droits des peuples autochtones.

- A constitué chaque année des délégations internationales de chefs autochtones qui se rendent à Washington pour se réunir avec des membres du Congrès des États-Unis et le personnel parlementaire afin de débattre des changements climatiques, des droits de l'homme et d'autres questions intéressant les peuples autochtones. 2008-2013

Membre fondateur d'un projet d'évaluation des changements climatiques concernant les peuples autochtones

Initiative internationale des peuples autochtones sur les changements climatiques et le savoir autochtone, qui consiste à collaborer avec les peuples autochtones en Afrique, en Asie, dans l'Arctique et en Amérique pour évaluer les changements climatiques, en recourant au savoir traditionnel et à la science occidentale.

Membre du Conseil consultatif du Réseau des jeunes autochtones pour l'Asie et le Pacifique

De 2010 à ce jour :

A participé en juillet 2010 aux consultations au sein de la délégation du Département d'État des États-Unis sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

Conseiller auprès du Conseil coutumier papouan en 2005-2013

A été chargé de promouvoir le dialogue entre le Gouvernement indonésien et les peuples autochtones de la Papouasie occidentale; a consigné les violations des droits de l'homme en Papouasie occidentale, a appelé l'attention mondiale sur la question et a renforcé les capacités des chefs locaux à promouvoir et protéger les droits de l'homme ainsi que les droits économiques et territoriaux de leurs peuples

A coorganisé la conférence fondatrice de Call of the Earth Circle en 2001

Initiative internationale des peuples autochtones sur les droits à la propriété intellectuelle et le savoir autochtone, lancée en collaboration avec l'Institut des savoirs traditionnels de l'Université des Nations Unies

Conseiller auprès du Development Gateway de la Banque mondiale, 2002-2004

Participant aux consultations de la Banque mondiale sur la révision de sa politique en ce qui concerne les peuples autochtones, 2001-2001

Conseiller auprès du Fonds pour l'environnement mondial, évaluation de moyens projets 2000-2001

Coorganisateur de la Conférence des peuples autochtones du Cône austral à Foz do Iguazu (Brésil) en 1993

Membre du comité organisateur de la Conférence mondiale des peuples autochtones sur les territoires, l'environnement et le développement, Rio de Janeiro (Brésil), 1993

Producteur associé pour le film Yakoana qui a remporté un prix, 1992-1997

Coordinateur de la campagne visant à intégrer les droits des peuples autochtones dans la constitution de l'Argentine, 1993-1994

A participé aux consultations de la Banque interaméricaine de développement en vue d'un Fonds sur les peuples autochtones 1992-1993

Directeur du Rainforest Defense Fund, 1988-1992

Coordinateur de la campagne SOS Sarawak, 1988-1990

Publications

Coauteur de *Oil and Gas Project in the Western Amazon: Threats to Wilderness, Biodiversity and Indigenous Peoples*, Publié par la Public Library of Science (PLOS One), août 2008

In the Footprints of Our Ancestors : Series of Interviews with Indigenous Leaders dans la revue *Parabola*, 2004 - 2005.

Éducation

Licence en anthropologie (avec la mention « cum laude ») de l'Université du Massachusetts (Amherst), 1988

Connaissances linguistiques

Anglais et espagnol

Participation à des conférences

Conférence mondiale sur les peuples autochtones des Nations Unies (2014)

Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, 2012)

Conférence mondiale sur les peuples autochtones de Kari-Oca II (Rio de Janeiro, 2012)

Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (2009 - 2013)

Réunions du Fonds pour l'environnement mondial du Conseil (1999-2013)

Sommet mondial des peuples autochtones sur les changements climatiques (Anchorage, Alaska, 2009)

Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (New York, de 2002 à ce jour)

Groupe de travail sur les peuples autochtones des Nations Unies (Genève, 1999-2005)

Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, Afrique du Sud, 2002)

Réunion ministérielle sur l'environnement et le développement des Nations Unies à Rio de Janeiro (Brésil), 1992

Conférence mondiale des peuples autochtones sur les territoires, l'environnement et le développement à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992